



**Secrétariat
Entreprises**

**Alternative
Libertaire**

**Bulletin d'information du Secrétariat Entreprises
d'Alternative Libertaire**

Numéro 9 – 29 mars 2018 www.alternativelibertaire.org

www.facebook.com/Barom%C3%AAtre-de-la-lutte-des-classes-1762302734077339/

Un bilan du 22 mars

Les informations des différentes régions indiquent **un bon niveau de mobilisation mais pas de raz-de-marée**. La présence de cortèges FSU plus nombreux semble indiquer une remontée des mobilisations dans l'Education nationale, même si le nombre de grévistes n'a pas évolué depuis la journée du 10 octobre. En fait, là comme partout, c'est surtout la disparité des situations qui frappent, avec des endroits très mobilisés et d'autres beaucoup moins au sein d'une même branche de la Fonction publique. Il reste manifestement du monde à convaincre qu'il est possible de gagner. Ce qui correspond également au très faible nombre d'AG locales qui se sont tenues le 22. Ceci étant, il faut aussi noter que le 22 mars est du même niveau, voire plus, que le 10 octobre dernier, alors que CFDT et UNSA n'appelaient plus. Par ailleurs, à quelques exceptions près et en dehors du cas spécifique de la SNCF, **la journée du 22 est restée circonscrite à la Fonction publique**, dans le cadre de l'appel intersyndical.

A la SNCF, la manifestation nationale qui a eu lieu à Paris est un succès ; mais c'est surtout le taux de grévistes, annoncé entre 30 et 40% alors que la grève n'était pas la priorité de la quasi-totalité des équipes militantes, qui témoigne de la combativité dans la boîte.

Et après ?

Le calendrier est propice à diverses convergences. Car nous savons bien qu'il n'y aura pas de grève générale « en soutien aux cheminots ». Les grèves doivent d'abord être construites par secteur sur des revendications précises (qui peuvent être communes parfois). Et elles ne manquent pas ! Refus de la privatisation d'Aéroport de Paris, refus de la casse de Fonction publique et des services publics, maintien du statut pour les cheminots et cheminotes... et par dessus tout, refus de l'austérité salariale car voilà bien une revendication partagée par l'ensemble des salarié.es ; et qui, déclinée sous les formes appropriées, concerne aussi les retraité.es, les chômeurs et chômeuses, les étudiant.es.

La date avancée pour une **journée interprofessionnelle par la CGT le 19 avril** peut paraître lointaine mais c'est aussi le temps indispensable à une vraie préparation car on sait bien que les équipes syndicales et les unions locales ont souvent bien du mal à concrétiser le travail de mobilisation au plus près des travailleur et travailleuses, usées par la répétition de journées "saute mouton" qui n'ont jamais permis de gagner. Malgré l'aspect unilatéral de l'appel CGT au 19, ce peut être l'occasion pour les forces syndicales combattives de se rejoindre.

La SNCF

La situation à la SNCF, où la grève démarre le 3 avril, reste le point décisif. Les AG de grévistes vont-elles se tenir ? Seront-elles unitaires et massives ? Décideront-elles de valider le calendrier CGT/UNSA/CFDT où lanceront-elles un mouvement reconductible comme le propose la fédération SUD-Rail ? **Nous militons bien sûr en faveur d'une grève reconductible en AG**, pour que les cheminots et les cheminotes prennent le contrôle de leur lutte et impulsent au delà de leur entreprise courage et confiance aux salarié.es d'autres secteurs. La situation n'est pas facile : les appels CGT/UNSA/CFDT (avec SUD-Rail dans plusieurs régions) à la grève carrée et le préavis non reconductible CGT/UNSA/CFDT font que **les AG risquent d'être perçues comme peu utiles puisque ne pouvant pas vraiment décider de la suite**. Bien entendu, nous soutenons celles et ceux qui défendront la grève reconductible, à compter des 3 et 4 avril : pour réussir dès lors ou se donner les moyens qu'elle démarre le coup d'après (8/9 avril). Si nous participons aux comités d'usagers en soutien aux cheminot.es, et prenons même l'initiative d'en créer dans certaines villes, nous n'oublions pas que le meilleur soutien sera l'engagement dans la grève d'autres salarié.es.

Air France

La grève pour les salaires à Air France (30 mars, 3 et 7 avril) apporte un appui aux secteurs qui cherchent à enclencher la grève. Il faut valoriser le fait qu'il s'agit d'**un mouvement qui est unitaire, offensif, et repose sur des initiatives à la base**.

La poste

Dans plusieurs départements, des grèves durent. **La fédération Sud Ptt va tenter de s'appuyer là-dessus pour une extension nationale**, notamment dans la perspective du 3 avril. Mais ce n'est pas gagné, d'autant que l'unité syndicale est pour le moins difficile. Un article sur le 22 mars et les suites est disponible ici : <http://franchisepostale.org/post/172101597167/se-mobiliser-à-la-poste-le-22-mars-et-après>

L'autorisation de licenciement de G. Quirante donnée par la ministre du travail montre que nos adversaires veulent effrayer les syndicalistes combattifs à la veille d'une nouvelle séquence sociale agitée. **Notre soutien à G. Quirante ne se discute pas**. Ce qui sera décisif sera la réaction des collègues, localement et dans toute l'entreprise. Dans le 92 la grève entre dans sa 4^e journée contre le licenciement et un rendez-vous est donné jeudi 29 au siège où la direction reçoit SUD-PTT (à qui la direction a demandé de « revoir la composition de sa délégation », ce qui ne sera, bien sur, pas fait). Le rassemblement du 26 mars devant le ministère du Travail, a été l'occasion pour les animateurs du Front social de marteler leur ligne politique : insultes et menaces à l'encontre des dirigeants « félons » présents dans tous les syndicats (Wamen), déclarations enflammées sur le fait que cette autorisation de licenciement allait déclencher, par extension depuis les postiers du 92, la grève générale... et parole donnée aux dirigeants politiques (Mélenchon, Coquerel, Mercier, Besancenot...) avant les responsables syndicaux.

La Fonction Publique

Les négociations sur l'avenir de la Fonction Publique sont dans l'impasse, même si le gouvernement semble avoir reculé à la marge après la mobilisation du 22. Un calendrier intersyndical dans un cadre complexe s'esquisse avec **deux journées d'actions autour du 15 mai puis du 15 juin** à l'ouverture des négociations salariales. La CGT évoque même la mise en débat du lancement d'une grève reconductible en juin. Reste à savoir quelle énergie elle y mettra et comment elle sera réellement mise en débat dans les syndicats de base et dans les services. Dans tous les cas, il faut craindre qu'attendre si longtemps ne permette pas la jonction avec la grève des cheminot.es. On peut aussi s'interroger sur la pertinence du mois de juin pour lancer une grève reconductible...

Victoire des Sans-Papiers en grève

Coordonnée par le Collectif migrants de la confédération (CGT), les 160 grévistes de 7 entreprises d'Ile de France ont repris le travail après plus d'un mois de grève et d'occupation, **avec leurs CERFA et leurs attestations de concordances** ; les préfectures délivrant une autorisation de travailler dès maintenant en attendant la délivrance définitive de leur carte de séjour. C'est un succès considérable d'autant que certains grévistes étaient sous OQTF ou "dublinés". Reste à suivre dossier par dossier la concrétisation de l'accord.

Déclaration unitaire

Alternative libertaire a signé la déclaration commune de 12 organisations, en soutien au mouvement engagé pour défendre les services publics et les statuts de leurs salarié.es. Lors de la conférence de presse tenue à Paris le 21 mars, seule Alternative libertaire a parlé clairement des politiques d'austérité et de privatisations menées depuis des dizaines d'années par tous les gouvernements successifs ; et seule AL a appelé les militants et militantes de toutes ces organisations à unir leurs efforts vers la grève générale. Le texte de la déclaration unitaire est sur notre page Facebook : Baromètre de la lutte des classes. **Une nouvelle réunion unitaire s'est tenue mercredi 29 mars**. A l'invitation des syndicats CGT et SUD-Rail de la Gare de Lyon, les 12 organisations tiendront une nouvelle conférence de presse vendredi 30 mars. Une autre initiative est envisagée dans la Somme en soutien à une mobilisation contre la fermeture d'une ligne secondaire. Une nouvelle tribune de presse est en discussion entre les 12 organisations : Alternative libertaire insiste, toujours seule, pour intégrer la perspective de grève générale dans cette seconde déclaration. Face aux tentations du PG et d'Ensemble d'appeler à une manif nationale un week-end nous avons en revanche été suivi.es, largement, pour laisser aux travailleurs.es et à leurs organisations syndicales la maîtrise éventuelle d'une telle manif dans le calendrier des luttes. Enfin des collectifs locaux d'usagers et de solidarité se construisent sous diverses formes et les militants d'AL sont naturellement disponibles localement pour ce type de propositions.

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Le manifeste du Réseau, actualisé lors de la rencontre de Madrid en janvier 2018, ainsi que la liste des organisations membres, est disponible ici : www.laboursolidarity.org

Syndicalistes pour Afrin

40 syndicalistes (Solidaires, CGT, FSU, CNT-IO, USTKE et Confédération paysanne) lancent un appel à soutenir l'espoir que peut représenter le projet de confédéralisme démocratique au Rojava : www.comunisteslibertairescgt.org/Afrin-un-appel-de-syndicalistes.html